

CARREFOUR
TOULON GRAND VAR,
TOULON MAYOL ET OLLIOULES
OUVERTS
MARDI 8
MAI



La qualité pour tous.

toulon - la seyne - hyères - gapeau - brignoles

Var-matin

0,85 € - Italie : 1,20 € - N° 21591

www.varmatin.fr

lundi 7 mai 2007

nice-matin

OUVERTS
MARDI 8 MAI

CARREFOUR TOULON GRAND VAR :
DE 8H30 À 20H
CARREFOUR OLLIOULES :
DE 8H30 À 20H30
CARREFOUR TOULON MAYOL :
DE 9H À 20H



La qualité pour tous.

Carrefour

Président



(Photo Reuters)

■ Avec 53% des suffrages contre 47% à Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy a nettement remporté une élection marquée par une participation exceptionnelle (85%). "C'est à mon tour de rendre à la France ce qu'elle m'a donné", a déclaré le nouveau président de la République dans une première déclaration solennelle.

LIRE PAGES 2, 3, 4 ET 5 ET NOTRE CAHIER SPÉCIAL

65,53%



34,47%



Dans le Var



meilleurs scores

78 %

des voix...

Dans plusieurs villes varoises, le candidat UMP dépasse ce chiffre. C'est le cas de Gassin, St-Tropez, Le Rayol-Canadel.

participation

Au deuxième tour de la présidentielle, le taux s'est élevé dans le Var à 84,59 % contre 83,43 % au premier tour.

supplément élection

Retrouvez analyses, reportages, résultats varois et nationaux dans notre cahier central.



Deux tiers du Var pour Sarkozy

PRÉSIDENTIELLE Le futur président obtient un score triomphal dans le département avec un taux de participation record

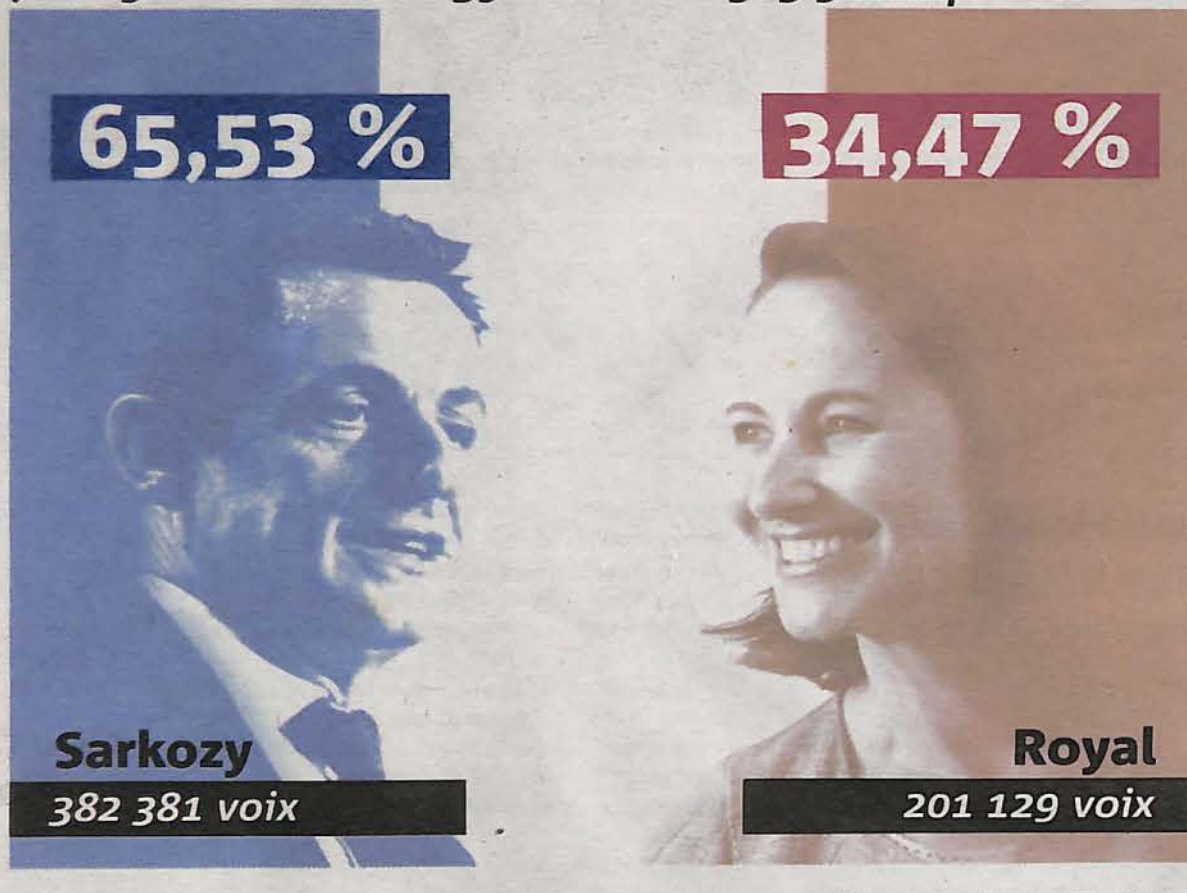
Hier soir, vers 23 heures, la photographie politique du Var s'affichait sans la moindre ambiguïté : sarkozyste aux deux tiers. Le candidat de l'UMP a en effet récolté 65,53 % des suffrages. Un score triomphal, obtenu avec une participation record de 84,59 %. De fait, l'écart est abyssal entre les deux finalistes. Hier soir, plus de 180 000 voix les séparaient. Ce résultat, qui sécularise le Var dans un vote à droite, était en fait largement construit dès le premier tour. Il marque l'adhésion profonde de l'électorat varois au candidat UMP, mais aussi un report massif des voix du FN et, dans une moindre mesure, des suffrages centristes.

Quatre points de plus que Jacques Chirac

Un bref regard dans le rétro électoral suffit à confirmer l'ampleur du plébiscite. Hier, Nicolas Sarkozy a amélioré de quatre points le score de Jacques Chirac en 1995. Par conséquent, Ségolène Royal fait beaucoup moins bien que Lionel Jospin à l'époque. Une donnée qui, déjà, devrait pousser la gauche à s'interroger sur la campagne, voire la personnalité, de la candidate socialiste. D'autant que dans le Var, la sociologie politique, la forte adhésion aux thèmes de l'immigration, de l'autorité, des valeurs ou du mérite dé-

Les résultats dans le Var

716 891 inscrits - 606 390 votants - 583 510 exprimés



veloppés par Nicolas Sarkozy ont rendu la partie impossible pour le PS. Dès lors, certains chiffres sont sans appel. Le candidat UMP fait ainsi presque aussi bien que Jacques Chirac en 2002, lorsque ce dernier affrontait, avec les voix de

gauche, Jean-Marie Le Pen. Dans de nombreuses communes, Nicolas Sarkozy fait même sensiblement mieux que son parrain politique (73,23 % à Sanary, 75,12 % à Saint-Raphaël, 71,75 % à Roquebrune, et 76,99 % à Cavalaire). Là, les électeurs ont moins

voté pour Royal aujourd'hui qu'ils ne l'avaient fait pour le FN en 2002. Cette comparaison signe très clairement la prééminence de la droite républicaine dans le Var, mais aussi son évidente « capillarité » avec l'électorat frontiste et une position idéologique

très hostile à la gauche. Ainsi, les électeurs de Jean-Marie Le Pen se sont-ils très clairement reportés sur le candidat UMP, hier soir, ignorant les appels à l'abstention lancés par le leader frontiste. C'est aussi le signe que la gauche n'est pas parvenue

à attirer vers elle la partie populaire de l'électorat lepéniste et que son « tout sauf sarko » n'a en rien fonctionné, hormis dans quelques bureaux de vote urbains.

60 000 voix de plus

Hier, dans le Var, Nicolas Sarkozy a ainsi réuni un nombre de voix bien supérieur au total des suffrages cumulés par lui-même, Philippe de Villiers, Frédéric Nihous et Jean-Marie Le Pen au premier tour.

Le candidat UMP améliore ce socle de quelque 60 000 voix. Ségolène Royal, elle, bonifie le total des voix de gauche de 40 000 voix seulement.

C'est le signe que les nouveaux électeurs venus aux urnes ce dimanche et les partisans de François Bayrou se sont au moins équitablement partagés entre les deux finalistes, sinon avec une légère préférence pour Nicolas Sarkozy. Par ailleurs, les électeurs de l'UDF ont, semble-t-il, été nombreux à refuser de choisir.

Hier, 23 000 bulletins blancs ont été dépouillés contre 6 700 seulement le 22 avril. Dans ce contexte, la gauche n'avait aucune chance de rattraper son déficit du premier tour. Rien ne devait empêcher la droite de conforter encore sa position triomphale dans le Var.

L. R.

Vous avez choisi votre Candidat...

OUVERTURE le 8 MAI de 14h30 à 19h

...Adhérez aux vrais Promotions!!

Grande FOIRE AUX STOCKS



Meubles-Salons-Literies-Rangements-Banquettes



Séjour brocante, 100% chêne massif clair patiné antique, fini ciré main, vieilli. Buffet bas 3 portes 3 tiroirs L 173 x H 104 x P 54 cm. Sur demande buffet 4 portes, tables, chaises, bonnetière et nombreux meubles d'appoints. Prix après promotion 1390€



Tél. 04 94 22 00 85
Sortie autoroute N° 14
Châteauvallon-OLLIOULES
(face au parking DARTY)
meublesaltavilla@wanadoo.fr

■ à l'ump

Hubert Falco : « La campagne législative commence dès ce matin »

« C'est impressionnant ! Il aura la vraie légitimité du peuple... »

A force de commenter les veillées électorales, on aurait pu le croire rassasié. Mais non : pour Hubert Falco, chaque soir de victoire est une fascination nouvelle. Parce que chaque victoire est unique : tout autant celle de Nicolas Sarkozy, entrée hier soir dans l'histoire de la V^e République, que celle que le patron de l'UMP varoise assigne déjà, pour le mois de juin prochain, à ses sept député(e)s sortant(e)s.

« Au travail »

Dehors, le ciel grommelle. Sur le grand écran de la salle du conseil municipal de Toulon, le suspense vient tout juste de se dénouer. Hubert Falco l'a accueilli d'un applaudissement chaleureux mais sobre. Ponctué d'un « bravo Nicolas ! » venu manifestement de plus loin que la simple affinité d'étiquette. Ici, où il est le maire de tous les Toulonnais, le triomphalisme partisan n'a pas sa place. « Je vais attendre le dépouillement du dernier bulletin. Après, j'irai prendre un verre avec mes amis. Et retour au travail dès lundi, 7 heures... »

Spartiate, certes. Mais « personne, ajoute-t-il en souriant avec malice, entouré de son staff familial, ne m'empêchera d'être heureux dans mon cœur ! »...

Face à l'écran où Ségolène appelle déjà ses électeurs « à rester mobilisés », le chef de file de la majorité présidentielle varoise, entouré de « ses » députés toulonnais Geneviève Lévy et Philippe Vitel, n'en reprend pas moins le dessus : « Que nos élus fassent la fête ce soir dans leurs permanences, parce que les militants le méritent, mais qu'ils se mettent au travail sans tarder. » Parce que, rappelle le sénateur-maire de Toulon, « la campagne législative commence dès aujourd'hui. Et qu'il faut donner une majorité solide au président de la République ! »

« Un gros bosseur »

L'exemple, manifestement, est venu du sommet. En substance : « Notre candidat a fait une campagne sérieuse, concrète ; il a défendu les valeurs qui nous sont chères : le travail, le mérite, l'ordre, la responsabilité... N'en doutez pas : Nicolas Sarkozy va mettre en œuvre son projet pour la France, et je crois qu'on sera fier de notre Président... »

« Quand Nicolas a une idée, personne ne peut le faire changer d'avis »

Pour l'avoir côtoyé au quotidien du temps qu'il était lui-même en charge gouvernementale, Hubert Falco devine quel doit être, en cet instant d'apothéose, l'état

d'esprit du successeur de Jacques Chirac : « C'est un tenace, un pugnace, un gros bosseur, confie-t-il en aparté ; quand Nicolas a une idée, il la suit et personne ne peut le faire changer d'avis. Maintenant, il va devoir assimiler son nouveau rôle. Il est bien conscient qu'il ne peut décevoir les Français qui viennent de lui accorder une telle légitimité... »

Vingt heures sont passées depuis plusieurs minutes. Sur fond de petite marée azur, les écrans de télévision débordent à présent de scènes de liesse parisienne.

Les vainqueurs s'agglutinent autour de leur héros, en une foule consciente d'écrire une page d'Histoire...

Hubert Falco a comme un flash-back : « Quand nous avions fêté le cinquantième anniversaire de Nicolas, il y a deux ans à Lille, ils étaient tout de même moins nombreux... » « Moi, lâche l'ancien ministre aux Personnes âgées, j'étais à ses côtés. Mais pas comme ces courtisans qui l'entourent ce soir ! »

Bizarre, bizarre : c'est précisément le moment que vient de choisir certain ministériel délégué azuréen à l'Aménagement du territoire pour traverser l'écran de TF1. Mais ce n'est sûrement qu'une coïncidence... P. L.



Hubert Falco et les députés Philippe Vitel et Geneviève Lévy étaient réunis hier à la mairie de Toulon. « Je crois qu'on sera fier de notre Président », a estimé le sénateur-maire. (Photo Félix Golési)



Que ce soit autour de Jean-Sébastien Vialatte (Six-Fours), Jean-Michel Couve (Saint-Tropez) ou Geneviève Lévy (Toulon), militants et sympathisants de l'UMP ont célébré dans la liesse la victoire de Nicolas Sarkozy. (Photos Dominique Leriche, Luc Boutria et Gérard Raynaud)

5 au 14 Mai 2007
FAYENCE - VAR

SALON ANTIQUITÉ BROCANTE
10h à 19h
Tél. 04 94 76 11 11
Entrée 6€ - 7€ exposants

ANTIQUITÉS
ACCÈS AUTOROUTE A8 SORTIE LES ADRETS N° 39

8 OUVERTURE EXCEPTIONNELLE MARDI
MAI

Grand Var
www.grandvar.com

■ au ps

« La défaite de Ségolène n'est pas déshonorante »



Robert Gaïa, Robert Alfonsi et Alain Jaubert, hier à Toulon. « Ségolène a fait le maximum », se consolent les responsables du PS varois. (Photo Richard Barsotti)

« Ah! tu y as cru... Allez, faut pas pleurer. Courage, ma vieille. » La secrétaire ne sait plus que dire à cette militante sonnée au bout du fil. C'est un des premiers appels, vers 19 heures. Au siège du parti socialiste à Toulon, le téléphone ne sonne guère. Les adhérents avaient pourtant consigne de communiquer les premiers résultats dans les villages ou ceux significatifs le plus tôt possible. Mais peu s'exécutent. « Ils n'ont pas le moral », s'excuse ce responsable. Dès 19h30, la messe est dite. « C'est cuit », lance quelqu'un. « Internet a tué tout suspense », lâche Robert Alfonsi, le patron du PS varois. Comme beaucoup, il sait déjà que Sarkozy a gagné. Les résultats sont même affichés dans une mairie bien avant 20 heures, sur la foi de sites Internet alimentés par des journaux étrangers. Robert Gaïa, secrétaire de la section toulonnaise, tente quand même quelques calculs, comme pour se consoler. « Ah! tiens, dans ce village, on a eu des bons reports... Ici aussi, c'est intéressant. Non, rien à dire, Ségolène

a vraiment fait le maximum. Un vrai travail sur la société française ».

« Une femme d'Etat »

A 20 heures tapantes, se forçant à sourire quand même, Robert Alfonsi, flanqué de Robert Gaïa et du chevronné Alain Jaubert, se plante devant la télé. Qui marche quand elle veut. « Aux prochaines élections, on gagnera et on changera la télé avant », plaisante Robert Alfonsi.

Chiffres et portrait de « Sarko » sur l'écran. Personne, dans la maigre assistance, ne bronche. Quelques minutes plus tard, déclaration de Ségolène. Là, silence religieux. « Merci Ségolène. Bravo. » Applaudissements. Elle dit : « On va continuer ensemble ». « On y sera », lancent plusieurs voix dans la salle. « C'est une femme d'Etat », s'exalte Robert Alfonsi, admiratif. Ségolène se tait, la télé aussi. On l'éteint, carrément. On sort le rosé et quelques chips. Robert Alfonsi commente sa déception, mais insiste sur « un bon projet porté par un bon candidat ». « Maintenant, il faut que Sarkozy n'ait pas tous

les pouvoirs. On est dans une "berlusconisation" de la France. Il faut se battre pour les législatives. Ségolène Royal peut être le leader qui nous a manqué ces dernières années. »

« Parti chamallow »

« Voilà ce qui arrive dans un parti chamallow, où on a voulu agglomérer tous les courants et faire une synthèse à tout prix, au lieu de s'affronter sur de vrais projets », regrette de son côté, un brin ironique, Gilles Tesseire, secrétaire fédéral chargé des élections et de la vie du parti.

A l'entrée, des hamburgers à la main, des jeunes des MJS (mouvement de la jeunesse socialiste) tirent une tête de trois pieds de long. « Je suis dégoûtée », lance Marianne, lycéenne, 19 ans. « J'ai la haine. La première manif, j'y serai. » « Les gens ont été lobotomisés, intoxiqués par les sondages », ajoute, écoeuré, Laurent, 22 ans, élève infirmier. Avant de lancer : « la lutte continue. Et si les ennuis commencent pour les Français, ils l'auront cherché ».

CATHERINE AUBRY

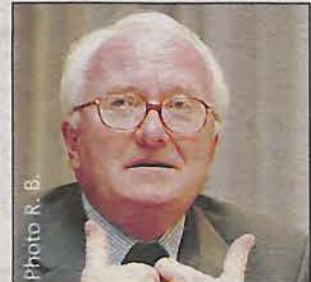
les réactions



• **Pierre-Yves Collombat, sénateur et conseiller général PS :**
« Ce n'est pas une fin, c'est un début »

« C'est le plus faible score du parti socialiste depuis 30 ans. Ce n'est pas seulement l'échec de Ségolène Royal, c'est l'échec du PS et de la gauche tout entière. Toute la question est que la gauche et le PS devront puiser dans l'analyse de la défaite, des causes sans complaisance. Nous allons avoir fort à faire pour limiter les dégâts que nous promet l'ordre sarkozyste et pour refonder la force politique capable d'unir tous ceux que l'ordre libéral ne saurait satisfaire. Ce résultat n'est pas une fin mais un début. »

défendre les fondamentaux de la République. Aujourd'hui, tous les Républicains doivent se rassembler pour ne pas donner tous les pouvoirs à un seul homme. Pour nous c'est le début, le combat commence. »



• **Michel Vauzelle (président du conseil régional PS) :**
« Nicolas Sarkozy a cultivé les peurs »

« C'est une grande déception qu'on ne peut cacher mais aussi une grande fierté : Ségolène Royal a été la première femme à remporter 48 % des suffrages aux présidentielles. Elle a démontré à travers son courage et les valeurs de la République qu'elle véhicule que c'est une femme d'Etat. Je remarque par ailleurs qu'il nous manque 3 à 4 % de voix des catégories populaires dont on a du mal à comprendre qu'elles ont voté pour une droite dure. Ces électeurs ont été sensibles aux peurs qu'a créées Nicolas Sarkozy plutôt qu'à leurs propres priorités : le logement, l'emploi, ou comment tout simplement joindre les deux bouts. Lors des prochaines législatives, les députés devront être nombreux pour créer une force de proposition et d'opposition. »



• **Elsa Di Méo, candidate PS aux législatives dans la 5^e :** « Le combat commence »
« Nous sommes définitivement entrés dans une phase qui consistera à

EN BREF

LA SEYNE
Tensions perceptibles au quartier Berthe
Deux voitures de police caillassées, avec un fonctionnaire légèrement blessé, une épave brûlée,

des bidons d'essence trouvés dans une entrée : toute la journée hier, des incidents ont été signalés dans la cité Berthe, selon la police. La tension est montée d'un cran en début de soirée, lors d'un « très bref » affrontement entre une bande de jeunes et des policiers. Des renforts — discrets mais bien présents — étaient prêts à intervenir aux abords du quartier.

■ portrait

Rose, centenaire et suffragette

Les records sont faits pour être battus, dit-on. A Saint-Raphaël, celui détenu par Reine Cohen (100 ans depuis le mois de mars) qui s'était distinguée au premier tour en venant voter seule, comme une grande, est tombé, hier. Rose Sénégier (103 ans depuis le 10 mars) l'a en effet pulvérisé, salle Alberge, en venant remplir son devoir électoral.

Comme le 22 avril dernier : « Voter est un devoir que j'ai toujours assumé. Et je continue, même si c'est chaque fois un peu plus pénible à cause de mon âge. Mais ne vous trompez pas. Ma canne, c'est un trompe-l'œil et de la coquetterie. Je peux m'en passer. Maintenant, ne me demandez pas pour qui je vote, je ne vous le dirai pas. »

Toujours verte, mamie Rose!



Rose Sénégier, 103 ans, a voté hier matin à Saint-Raphaël.

(Photo Philippe Arnassan)

BIGARD

"MON PSY VA MIEUX"

Mardi 6 Novembre 2007 à 20h30

PALAI NIKITA / NICE

Vendredi 9 Novembre 2007 à 20h30

ZÉNITH OMÉGA / TOULON



■ question aux élus ump Et maintenant?

Var-matin a demandé aux principales personnalités de l'UMP varoise quelles devront être les premières mesures du futur gouvernement. Leurs réponses...



Horace Lanfranchi : « Les Français ont fait leurs propres analyses » (Photo Sophie Donsey)

• **Horace Lanfranchi (président du conseil général) : « La sécurité, le logement, le travail »**
Je retiens trois grandes idées : rendre aux Français la confiance en la sécurité, résoudre les problèmes de logement et rétablir le droit au travail. Ces élections ont révélé une France qui ose regarder différemment et qui accepte l'introspection pour voir où sont les

erreurs du passé. C'est une leçon de démocratie que viennent de donner les Français. Malgré le « Tout sauf Sarkozy » et les consignes d'abstention, ils ont fait leurs propres analyses.

• **Jean-Michel Couve (député-maire de S'-Tropez) : « Il nous reste maintenant à travailler »**
Dès que le gouvernement aura été nommé, il aura à prendre un certain nombre de mesures au plan économique, social, institutionnel auxquelles Nicolas Sarkozy s'est engagé. Je ne doute pas que les représentants syndicaux seront contactés très rapidement. Il s'agira de mettre en œuvre tous les engagements qui ont été pris. Il nous reste maintenant à travailler.

• **Josette Pons (député de la 6^e circonscription) : « L'exonération des heures supplémentaires »**
Je souhaite que la première mesure concerne les 35 heures avec l'exonération des charges sociales sur les heures supplémentaires, pour le patron et les employés. Je crois très sincèrement que Nicolas Sarkozy sera un grand président. Gageons

qu'il bénéficiera d'une très large majorité à l'Assemblée nationale pour ce faire.

• **Christiane Hummel (sénateur-maire de La Valette) : « La condition féminine sera une priorité »**
Le score de Nicolas Sarkozy lui donne une légitimité incontestable. Il a fixé parmi ses priorités l'emploi et le logement. Avec le salaire, ce sont les thèmes les plus importants, ceux dont on m'a le plus parlé sur le terrain. Pour ma part, je vois un énorme problème : les femmes seules. La parité, l'égalité des chances entre hommes et femmes n'est pas encore une réalité, contrairement à ce que disent les hommes. La condition féminine sera une priorité.

• **Geneviève Levy (député de la 1^{re} circonscription) : « Il faut travailler davantage »**
Je pense que la première mesure qui doit être prise est la défiscalisation des heures supplémentaires pour permettre aux gens de travailler plus et de gagner plus. Le message n'est pas très rassembleur, mais Nicolas Sarkozy l'a rendu rassembleur. C'est de là que découleront d'autres conséquences attendues par les Français, notamment sur le pouvoir d'achat, sur des réponses économiques dont le pays a besoin.

• **Jean-Sébastien Vialatte (député de la 7^e circonscription) : « Les heures supplémentaires et la lutte contre la récidive »**
Sans doute la détaxation des heures supplémentaires mais aussi les dispositions promises pour lutter contre la récidive des délinquants. Les résultats ont donné à Nicolas Sarkozy une légitimité pour entreprendre ce qu'il a promis, rapidement mais sans brutalité, mais aussi une responsabilité face aux attentes des Français.



Pour Jean-Pierre Giran (ci-dessus, hier, au QG de l'UMP à Hyères), la première mesure du mandat Sarkozy devra être « symbolique d'une présidence irréprochable ». (Photo Christian Talon)

• **Georges Ginesta (député-maire de S'-Raphaël) : « Les heures supplémentaires exonérées »**
Après les législatives (car le gouvernement propose et l'assemblée vote ou non), la première mesure à prendre va avoir trait aux heures supplémentaires : elles seront exonérées d'impôts pour le salarié et exonérées de charges pour l'employeur. La deuxième mesure concerne la peine plancher pour les multirécidivistes.

• **Jean-Pierre Giran (député de la 3^e circonscription) : « Les nominations à la majorité qualifiée »**
Il faut une mesure symbolique d'une présidence irréprochable. Nicolas Sarkozy pourrait ainsi soumettre l'ensemble des nominations pour les grandes entreprises publiques ou les institutions (CSA, cour des comptes par exemple) à un contrôle du parlement. Une majorité qualifiée de la commission compétente serait alors requise. C'est une façon exemplaire d'imposer de la morale en politique. Cette décision frapperait l'opinion.



Georges Ginesta espère aussi l'instauration rapide d'une « peine plancher pour les multirécidivistes » (Photo Ph. Arnassan)

• **Philippe Vitel (député de la 2^e circonscription) : « Libérer le temps de travail »**
A mon sens, la première mesure qu'il faut prendre, celle qui va être le déclencheur de tout le reste, c'est de libérer le temps de travail. Permettre à ceux qui veulent gagner plus de travailler plus. C'est comme cela qu'on va pouvoir donner du pouvoir d'achat, augmenter la consommation et donc obtenir la croissance nécessaire pour rendre efficace tout notre système économique.



Josette Pons, entourée des militants de l'UMP de la 6^e circonscription : « Je souhaite que la première mesure concerne les 35 heures ». (Photo Rina Uzan)

les réactions

• **Ferdinand Bernhard (président départemental de l'UDF et maire de Sanary) : « L'attente est forte »**

Je souhaite au nouveau président de la République toutes les réussites. La France en a grand besoin, l'attente est forte. La première décision du nouveau Président pourrait être un geste très fort en matière de gestion, poste clef, qui seul peut permettre la réussite. La volonté de supprimer toute possibilité pour l'État d'emprunter pour ses dépenses de fonctionnement (salaire, gestion courante) me semble un geste qui confirmerait la volonté du candidat Nicolas Sarkozy, une fois élu.



Le patron varois de l'UDF avait indiqué cette semaine qu'il voterait pour Nicolas Sarkozy. (Photo Dominique Leriche)

• **Yves Lacire, porte-parole de la LCR : « Entrons en résistance ! »**

Le résultat de ce scrutin nous conduit à confirmer la nécessité de rassembler les forces de gauche pour contrer la politique sécuritaire et l'ultra-libéralisme que compte mener Nicolas Sarkozy. Nous devons entrer en résistance, le 3^e tour social devient une nécessité. La mort de Louis Mendy vendredi soir à Toulon, tué d'une balle dans la tête en légitime défense par la police, ne peut que nous conforter dans nos engagements.

• **Jean Hennion, secrétaire départemental du PCF : « liquider ou préserver les droits sociaux »**
Il s'agit d'une victoire annoncée.

L'électorat F.N. dans sa grande majorité a rejoint sa famille. D'autant que Ségolène Royal n'a pas vraiment montré où était l'alternative face à la domination des marchés financiers pour répondre aux besoins des gens. Mais près de 50 % des électeurs ont démontré qu'ils voulaient une société solidaire. Nous nous battons à leurs côtés. Il va falloir demain choisir : liquider les droits sociaux ou les préserver.

• **Jean-Louis Bouguereau (secrétaire départemental du FN) : « Un discours inquiétant »**

Ce résultat est sans surprise. Nous savions dès le premier tour que l'affaire était pliée. Quant au discours du nouveau président de la République... il me paraît



Jean-Louis Bouguereau : « Nous savions dès le 1^{er} tour que l'affaire était pliée » (Photo doc N. M.)

inquiétant, notamment au sujet de cette Union méditerranéenne qu'il préconise en la mettant en parallèle avec l'Union européenne...

présidentielle

Tous les commentaires et les résultats nationaux, régionaux et locaux

“Rendre à la France ce que la France m'a donné”



6 mai 2007, salle Gaveau, QG parisien du nouveau président de la République Nicolas Sarkozy : “Il n'y a pour moi qu'une seule France, je serai le président de tous les Français...”

Photo AFP

“**M**es chers compatriotes. En m'adressant à vous ce soir et en ce moment qui est, chacun le comprend, exceptionnel dans la vie d'un homme, je ressens une immense, une sincère et profonde émotion. J'éprouve depuis mon plus jeune âge la fierté indicible d'appartenir une grande, à une vieille, à une belle nation, la France. J'aime la France comme on aime un être cher qui m'a tout donné, maintenant c'est à mon tour de rendre à la France ce que la France m'a donné.

Ce soir, ma pensée va aux millions de Français qui aujourd'hui m'ont témoigné leur confiance. Je veux leur dire qu'ils m'ont fait le plus grand honneur qui soit, à mes yeux, en me jugeant digne de présider aux destinées de la France. Ma pensée va à tous ceux qui m'ont accompagné dans cette campagne (...). Je veux leur dire mon affection, je veux le dire d'abord à ma famille (...).

Et ma pensée va à M^{me} Royal. Je veux lui dire que j'ai du respect pour elle et pour ses idées dans lesquelles tant de Français se sont reconnus. Respecter M^{me} Royal, c'est respecter les millions de Français qui ont

voté pour elle. Le président de la République doit aimer tous les Français. Ma pensée va donc à tous les Français qui n'ont pas voté pour moi. Je veux leur dire que par-delà le combat politique (...) il n'y a pour moi qu'une seule France. Je veux leur dire que je serai le président de tous les Français (...). Je veux leur dire que ce soir ce n'est pas la victoire d'une France contre une autre (...).

Le peuple français s'est exprimé, il a choisi de rompre. De rompre avec les idées, les habitudes et les comportements du passé. Je vais donc réhabiliter le travail, l'autorité, la morale, le respect. Je vais remettre à l'honneur la nation et l'identité nationale, je vais rendre aux Français la fierté de la France, je vais en finir avec la repentance qui est une forme de haine de soi et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres.

Le peuple français a choisi le changement. (...) Je le mettrai en œuvre parce que c'est le mandat que j'ai reçu du peuple et parce que la France en a besoin. Mais je le ferai avec tous les Français. Je le ferai dans un esprit d'union et dans un esprit de fraternité, je le ferai sans que personne n'ait le

sentiment d'être exclu (...) je le ferai avec la volonté que chacun puisse trouver sa place dans notre République (...).

Tous ceux que la vie a blessés, ceux que la vie a usés doivent savoir qu'ils ne seront pas abandonnés (...). Ceux qui ont le sentiment que quoi qu'ils fassent ils ne pourront pas s'en sortir doivent être sûrs qu'ils ne seront pas laissés de côté et qu'ils auront les mêmes chances que les autres. J'appelle tous les Français par-delà leurs partis, leurs croyances, leurs origines à s'unir à moi pour que la France se remette en mouvement. J'appelle chacun à ne pas se laisser enfermer dans l'intolérance et dans le sectarisme, mais à s'ouvrir aux autres (...). Je veux lancer un appel à nos partenaires européens auxquels notre destin est profondément lié pour leur dire que toute ma vie j'ai été européen, que je crois profondément, que je crois sincèrement en la construction européenne et que ce soir la France est de retour en Europe. Je conjure nos partenaires européens d'entendre la voix des peuples qui veulent être protégés (...).

Les Etats-Unis peuvent compter sur notre amitié, mais l'amitié, c'est accepter que ses

amis puissent penser différemment (...).

Une grande nation comme les Etats-Unis a le devoir de ne pas faire obstacle à la lutte contre le réchauffement climatique, mais au contraire de prendre la tête de ce combat (...). La France fera de (ce sujet) son premier combat (...).

Le temps est venu de bâtir ensemble une Union méditerranéenne qui sera un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique (...). Je veux (...) dire à l'Afrique que nous voulons l'aider à vaincre la maladie, à vaincre la famine, à vaincre la pauvreté, à vivre en paix (...).

Nous allons décider ensemble d'une politique d'immigration maîtrisée et d'une politique de développement ambitieuse (...).

La France n'abandonnera pas Ingrid Betancourt, les infirmières bulgares enfermées depuis huit ans en Libye, les femmes qu'on condamne à la burqa (...).

La France sera du côté des opprimés du monde, (...) c'est l'identité de la France, c'est l'Histoire de la France (...).

Nous allons écrire ensemble une nouvelle page de notre histoire, je suis sûr qu'elle sera grande, qu'elle sera belle.”

Les raisons de la victoire de Nicolas Sarkozy

La France aime les paradoxes. Ce 6 mai 2007 a bel et bien des faux airs de 10 mai 1981! Plus qu'une victoire, l'élection de Nicolas Sarkozy est un vrai choix. Survivant de la SFIO, Mitterrand s'était forgé en 1981 un destin d'homme neuf, porteur de l'espoir d'un monde nouveau. Ministre cinq années durant de Jacques Chirac et d'un gouvernement à bout de souffle, Nicolas Sarkozy s'est taillé obstinément l'image du candidat du changement. Martelée tout au long d'une campagne marathon menée par un sprinter, c'est la « rupture tranquille » de Sarkozy – avatar droitisé de « La force tranquille » – qui a bel et bien gagné. Inutile d'aller chercher plus loin les raisons de « ce sacre républicain » : du rose en 1981, les « forces de progrès » ont viré au bleu foncé en 2007. Et pas à la marge.

Un vote « pour »

Car la victoire de Nicolas Sarkozy, c'est d'abord celle d'une démocratie déculpabilisée qui osa, le 22 avril, faire d'un fils d'immigré hongrois et d'une « simple femme » les deux champions du premier tour. Qui aurait imaginé un tel scénario, il y a cinq ans à peine, lorsque Jean-Marie Le Pen fanfaronnait au second tour? D'une démocratie pleinement assumée aussi : le sixième président de la V^e République est d'autant

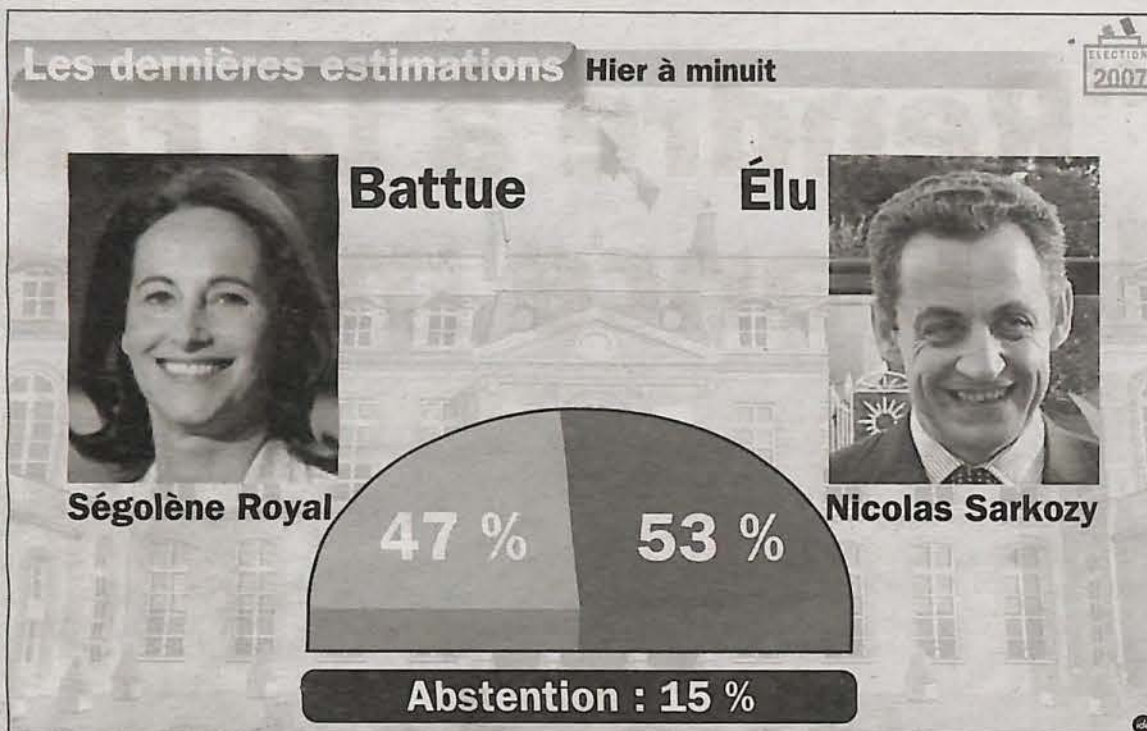
mieux élu que les Français se sont déplacés en masse aux urnes : 85 % de participation.

Et finalement, cette modernité assumée par le corps électoral porte en elle les raisons profondes de l'élection de Nicolas Sarkozy. Hier, la France a voté « pour »; elle qui, longtemps, se résigna à voter « contre »... Contre l'héritage mitterrandien en 1995, contre Chirac en 1997, contre Le Pen en 2002.

Ceux qui crurent que cette présidentielle se résumerait à un concours de beauté – « Bécassine » d'un côté et « l'agité du bocal » de l'autre – sont passés à côté de cette nouvelle France.

Cette fois, le Président n'est pas élu par défaut. Il est le héraut d'une France qui, majoritairement, refuse les faux semblants, les vieilles recettes, souhaite qu'on lui parle clair quitte à jouer contre son propre camp.

On aurait cru les petits employés et les ouvriers arc-boutés sur les acquis sociaux, donc fatalement « dévoués » à la Ségosphère. Ils ont préféré l'idée de travailler plus pour gagner plus. Du moins, d'en faire le pari. Mieux, plutôt que les « lende-mains de compromis » où tout serait négociable et plutôt que le « dites-moi ce que vous souhaitez, je vous promets de le faire », ils ont plébiscité le concret, le pragmatique, l'immédiat : les heures sup dé-fiscalisées, les droits de successions réformés et l'original plutôt de la



copie socialisée du culte de l'identité nationale dont on croyait, à tort, que Jean-Marie Le Pen détenait seul l'usufruit.

« Mérite, autorité, travail »

Le message : ce pourrait être mieux une droite pure et dure qui inscrit « le mérite, l'autorité et le travail » au fronton de la République qu'une gauche qui navigue à vue trop floue pour convaincre.

Du coup, sur le bas-côté de ce scrutin, ils sont nombreux. Ségolène

Royal d'abord : paiera-t-elle comptant l'ultra-personnalisation de sa campagne, donc cette défaite? Dès 20h10, Dominique Strauss-Khan, qu'on a connu plus élégant, n'a pas manqué de le lui promettre.

Le PS ensuite, qui ne pourra pas faire l'économie d'une urgente refondation... s'il veut éviter l'implosion en mille chapelles.

Jean-Marie Le Pen aussi : et si Nicolas Sarkozy était parvenu à faire du FN ce que Mitterrand fit du Parti communiste en 1981?

Et, enfin, François Bayrou qui, hier soir, devait cruellement déchanter : le centre n'a pas fait la différence. N'en déplaise au d'Artagnan du futur Mouvement démocrate, la foule centriste est à droite. Demain sera forcément un autre jour. Mais à l'arrivée, une telle victoire est à double tranchant... sur la durée. Les mitterrandiens et les chiraquiens en savent quelque chose : à trop susciter l'espoir, on prend le risque de décevoir!

JEAN-FRANÇOIS ROUBAUD

ÉDITORIAL

Marc Chevanche



L'obligation de résultats

Le discours du vainqueur obéit à des règles classiques. La civilité démocratique invite à rendre hommage à l'adversaire malheureux. La noble fiction républicaine commande, une fois élu par une partie, de prétendre représenter le tout. Nicolas Sarkozy a, évidemment, satisfait à ces deux exigences du rituel. Mais le discours du vainqueur c'est aussi celui d'un combat gagné. Gagné dans sa dimension personnelle et dans sa dimension stratégique. Nicolas Sarkozy n'a jamais dissimulé, au risque de l'excès, ce qu'il y avait d'investissement affectif dans son ambition présidentielle. On a retrouvé cette affectivité dans la reprise d'un de ses thèmes de campagne où il évoque cette France à laquelle il se doit de « redonner ce qu'elle lui a tant donné ». Sur la dimension stratégique du combat gagné, on peut être finalement plus pudique. Encore que là, sans doute, ré-

side la véritable performance du candidat : n'est-il pas celui qui, pour la première fois depuis 1978, exorcise le maléfice qui voulait qu'à chaque rendez-vous électoral les sortants étaient sortis.

Le discours du vainqueur c'est, enfin, celui de qui a pris des engagements et doit, une ultime fois, promettre qu'ils seront tenus. Nicolas Sarkozy, dans ce registre, a pris un parti prudent et une posture présidentielle. Un parti prudent, en évoquant moins les actions que les valeurs qui sous-tendent son projet. Une posture présidentielle, en étendant son propos au vaste monde où se joue bien à long terme notre avenir.

A court terme, cependant, les difficultés commencent, ne serait-ce que parce que l'affrontement gauche-droite a été on ne peut plus net, que les Français se sont prononcés pour un projet en toute connaissance de cause et que ce projet porte en lui l'obligation de résultat.

Encore plus de votants



De nombreux électeurs ont dû faire la queue hier pour voter. Le ministre de l'Intérieur François Baroin a annoncé hier soir une participation de l'ordre de 85%. Photo AFP/Young

Pour la deuxième fois en quinze jours, la participation des Français à la présidentielle a frôlé un record, hier pour le second tour, donnant au vainqueur Nicolas Sarkozy une incontestable légitimité et confirmant le regain civique du 1^{er} tour. Un « sursaut civique » sensible aussi bien en métropole que dans les collectivités d'outre-mer. Avec un taux de participation qui

devrait se situer autour de 85 % selon le ministre de l'Intérieur François Baroin, le deuxième tour de l'élection reine de la V^e République se situe au même niveau, très élevé, que celui de 1981 (85,85 %), au dessus de ceux de 1965 (84,32 %) et 1988 (84,06 %) et très supérieur à celui de 2002 (79,81 % pour le duel Chirac-Le Pen). Seul le second tour des élections de 1974, très indécis, avait connu une

plus grande mobilisation avec 87,33 %, le record absolu pour tous les scrutins de la V^e République.

Comme à toutes les élections depuis 1974, le deuxième tour a davantage mobilisé que le premier, qui avait déjà été salué comme une belle performance avec 83,77 %.

Un record a été battu, celui du nombre de votants : près de 38 millions, du fait du chiffre inégalé d'inscrits (44,5 millions).

Malgré l'appel de Le Pen à une abstention massive

Malgré la victoire annoncée de Nicolas Sarkozy dans tous les sondages, les électeurs sont restés mobilisés, y compris, sans doute, ceux de Jean-Marie Le Pen (10,44 %), le seul à avoir appelé à une « abstention massive ».

Et contrairement aux derniers espoirs des partisans de Ségolène Royal, qui avaient, comme François Hollande, fait de la participation la « clé du scrutin », la mobilisation des électeurs a d'abord profité au candidat de l'UMP. Celui-ci peut ainsi se prévaloir d'une légitimité populaire incontestable. La nette opposition entre les deux candidats du second tour, et la vigueur de leur débat a accentué l'intérêt des électeurs, déjà manifeste au 1^{er} tour.

Qui entoure le nouveau président ?

Les premiers-ministrables

- François Fillon
- Jean-Louis Borloo
- Michèle Alliot-Marie

Les ministrables

- Brice Hortefeux
- Xavier Bertrand
- Patrick Devedjian
- Gilles de Robien
- Valérie Pécresse
- Laurent Wauquiez
- Eric Woerth
- Yves Jégo
- Philippe Séguin

Les ralliés

- Thierry Breton
- Philippe Douste-Blazy
- Dominique Perben
- Jean-François Copé
- Éric Besson



Nicolas Sarkozy

Biographie

52 ans, né à Paris

Remarié avec Cécilia, 3 enfants

Diplômé en droit public et en sciences politiques

La garde rapprochée

- Claude Guéant
- Brice Hortefeux
- Rachida Dati

Ses priorités

100 JOURS

Loi sur l'immigration dès l'été

Loi sur la justice (peines plancher pour les multirécidivistes, majorité pénale à 16 ans...)

Loi de finances rectificative (mesures fiscales prévues dans son programme)

Service minimum garanti en cas de grève dès l'été

Promotion d'un mini-traité européen

Son agenda des prochaines semaines



Le 16 mai

Passation de pouvoir entre Jacques Chirac et le nouveau président (cérémonie à l'Elysée), nomination du nouveau 1^{er} ministre chargé de composer le gouvernement.



Jeudi 7 juin

Sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne).



Lundi 18 juin

Selon les résultats des législatives : confirmation du gouvernement en place ou remaniement, voire formation d'un nouveau gouvernement.



Jeudi 21 et vendredi 22 juin

Sommet européen à Bruxelles.



Mardi 26 juin

Rentrée parlementaire et élection du nouveau président de l'Assemblée nationale.

Le rêve de toute une vie

Une boulimie au service d'une ambition. Celui qui veut réhabiliter la valeur "travail" a fait de ce précepte sa ligne de conduite pour accéder à l'Elysée. Persuadé que la France se donnerait au candidat qui la veut le plus, Nicolas Sarkozy a, depuis plusieurs années, démultiplié son énergie pour devenir, à 52 ans, président de la République française. « Fils et petit-fils d'immigré, la France est ma patrie. Après avoir tant reçu d'elle, je veux lui donner à mon tour », déclare-t-il dans son livre *Ensemble*.

Ses parents, divorcés en 1960, ses frères, Guillaume le chef d'entreprise et François le médecin, et ses amis, conservent le souvenir d'un adolescent complexé par sa petite taille, coléreux et bagarreur. Une hargne mise au service de la politique, sa passion précoce.

En 1975, un an après avoir poussé la porte de la permanence de l'UDR, parti gaulliste ancêtre du RPR et de l'UMP, à Neuilly, il prononce son premier grand discours à Nice devant les assises du mouvement et se fait remarquer par Jacques Chirac.

Sous l'étudiant en droit de 20 ans perce l'orateur de talent qui arrachera huit ans plus tard, à la barbe d'un de ses mentors, Charles Pasqua, la mairie de Neuilly-sur-Seine. Il sera constamment réélu ensuite, de même qu'au siège de député des Hauts-de-Seine. Protégé par le maire de Paris et patron du RPR, Jacques Chirac, il devient secrétaire général adjoint de ce parti en 1990.

Trois ans plus tard, ministre du Budget d'Edouard Balladur à 38 ans, il choisit pourtant de soutenir activement les ambitions élyséennes de ce dernier. Ni Chirac, élu en 1995, ni les « chiraquiens » ne le lui pardonneront. Après la victoire de la gauche aux législatives de 1997, « N le maudit » assure néan-

moins la présidence du RPR, le temps de l'échec cuisant aux Européennes de 1999.

Fin 2001, Jacques Chirac, qui brigue un second mandat, sollicite son aide. Il joue un rôle de premier plan dans la campagne. Mais, nouvelle déconvenue : réélu Chirac lui préfère Raffarin pour occuper Matignon, de même qu'il lui préférera en juin 2005 Villepin.

« J'ai changé »

Nicolas Sarkozy doit se contenter de l'Intérieur, dont il fait, à l'exception d'un passage de huit mois à Bercy et d'un intermède de six mois sans poste ministériel, une base de conquête du pouvoir. Omniprésent dans les médias, il est sur tous les fronts. Fin 2004, il s'empare de l'UMP.

Adeptes d'un « parler vrai » qui confine au dérapage quand il promet de nettoyer une cité au « karcher » ou de la débarrasser de sa « racaille », cet homme au tutoiement facile, aime s'entourer de « copains » venus de tous horizons mais a un « fonctionnement assez solitaire », selon un de ses proches.

Il se présente en défenseur du « beau mot de travailleur » mais dit aussi parler au nom de la « France exaspérée (...) par la contestation de l'identité nationale, par une immigration non maîtrisée, par la fraude, par le gaspillage » et promet de « décomplexer la droite » et refondre le système social français. « J'ai changé », jure Nicolas Sarkozy le 14 janvier 2007, lors de son investiture par l'UMP pour l'échéance présidentielle à laquelle il se prépare depuis des années. « En politique, je ne fais plus la guerre. Je ne cherche plus à vaincre. Je cherche à convaincre », explique-t-il dans *Ensemble*.

Nicolas Sarkozy sait depuis hier soir qu'il a réussi à accomplir « le choix d'une vie ».



Sondage : Jean-Louis Borloo préféré comme Premier ministre

Une fois connue la victoire de Nicolas Sarkozy, le sondage BVA-Orange-Presses régionale a interrogé les Français sur leur préférence pour le poste de Premier ministre. Deux hommes se détachent : Jean-Louis Borloo (34 %) et François Fillon (25 %). Enfin, une nette majorité de Français (72 %) pense que l'élection de Sarkozy sera décisive pour l'avenir du pays.

Sondage réalisé le 6 mai après 20 h auprès d'un échantillon de 820 personnes représentatives âgées de 18 ans et plus selon la méthode des quotas.

► Laquelle des personnalités suivantes préféreriez-vous que Nicolas Sarkozy nomme Premier ministre ?

Jean-Louis Borloo	34 %
François Fillon	25 %
Michèle Alliot-Marie	15 %
Xavier Bertrand	2 %
Claude Guéant	1 %
Autre	6 %
NSP	17 %

► Selon vous l'élection de Nicolas Sarkozy comme président de la République sera-t-elle décisive pour... ?

L'avenir du pays	Oui 72 %
	Non 24 %
	NSP 4 %

Votre vie quotidienne	Oui 59 %
	Non 37 %
	NSP 4 %

Photo AFP

LE BILLET DE
Philippe
Bouvard

Un autre homme

Hier matin, Nicolas Sarkozy s'est réveillé, comme à son habitude, convaincu qu'il était fait pour devenir président de la République. Mais, le soir, à la différence de tous les autres jours, il l'était. Président, autrement dit un homme qui ne sera plus jamais le même, à la fois omniprésent à travers un portrait officiel accroché dans trente-six mille mairies et coupé des citoyens par la fameuse solitude du pouvoir.

Monarque presque absolu, grand maître de la Légion d'honneur, chef des armées, patron de la magistrature, choisissant son Premier ministre et les membres du gouvernement, se réservant la politique étrangère, traitant d'égal à égal avec tous les dirigeants de la planète, obligé de se souvenir, dès qu'il ouvre la bouche, que sa voix est désormais celle de la France.

Exposé en permanence ainsi que les siens à la curiosité, à l'indiscrétion, à la critique, il devra, de surcroît, vivre jusqu'à la cérémonie d'investiture en état d'apesanteur constitutionnelle avec un prédécesseur ayant perdu tout pouvoir mais encore dans la place, avec des ministres n'expédiant plus que les affaires courantes et avec un Parlement déjà en campagne électorale. Sans compter qu'ayant réalisé ses ambitions, il devra maintenant satisfaire les nôtres.

Soudain une immense clameur. Un cri. Un orgasme rabelaisien secoue la capitale. Une secousse qui monte des tripes et jaillit des gorges. Combien de petits Nicolas verront-ils le jour dans neuf mois, conçus en cette nuit du 6 mai 2007, dans l'enthousiasme de la victoire célébrée jusqu'à plus soif, jusqu'à l'épuisement de l'inconscient ? Et de petites Ségolène inventées dans un flot de câlins chagrins ?

21 heures. La Concorde, neuf ans plus tard, vit sa deuxième Coupe du monde. Les télévisions de la planète ont déployé leurs paraboles. Décidément, la France, qu'elle soit de Sarkozy ou de Royal, de Zinedine ou de Lilian, est la petite fiancée de la Planète. Marée humaine en BBR et en BBB.

20h30. La salle Gaveau tremble. L'organisation lance un appel : « Pour votre sécurité, je vous demande de ne pas sauter sur les balcons ». Le directeur de ces lieux d'or et d'airs, le Niçois Jean-Marie Fournier, doit être inquiet. C'est un tremblement de terre qui bouge les dorures, la Marseillaise fait vibrer l'air étouffant. La progression de Nicolas Sarkozy est suivie sur écran géant. Les proches sont déjà sur la scène : Devedjian, Estrosi, son frère, ses enfants. Il est là. Jamais Nicolas Sarkozy n'est apparu aussi frêle. Aussi petit. Il est pâle comme un linge sous le fond de teint. Il se tient sur le coin de la scène. Figé. Ses lèvres bougent enfin. Il n'y a pas le son. On lit, sans fin : « Merci, merci, merci ». Les yeux au ciel. Il sait d'instinct que, dès l'instant où il touchera le pupitre, il ne s'appartiendra plus tout à fait. Il sera à la France et dans l'Histoire. Il avance. Il est au pupitre : « Mes chers compatriotes... » Nicolas Sarkozy est vraiment président de la République. D'un geste de la main il fait taire les sifflets quand il dit : « Ma-

dame Royal... » Il poursuit : « Je respecte Madame Royal, comme je respecte ses idées, les millions d'électeurs qui ont voté pour elle... »

20 heures. La salle Gaveau scande : « Et ils sont où, et ils sont où, et ils sont où les socialistes... » (Refrain, « Sarko à l'Elysée, Ségolène à Poitiers »). Le visage de Nicolas Sarkozy apparaît : 53 %. La foule basculerait si elle pouvait bouger !

19h50. Faudel surgit des coulisses, poing levé : « C'était mon pote avant d'être là où il est. Je le connais. » France 2 défile sur l'écran géant de la salle Gaveau. Le journaliste entretient le suspense. Hurllements. Tout le monde ici sait depuis 16h30, le nom du successeur de Jacques Chirac. L'inconnu c'est le score.

18h32. Brice Hortefeux est le premier poids lourd à quitter le QG de la rue d'Enghien. Et le premier à confirmer les rumeurs : il lève le pouce et file prendre position sur les plateaux TV. Christian Estrosi le suit et confirme : « Ce sera autour de 53 %. C'est fort. J'en ai chialé. C'est un homme hors du commun. Je repense aux années difficiles, à ces années d'humiliation. Je remercie mes amis qui y ont toujours cru. Je revois ce pique-nique avec lui à Saint-Étienne-de-Tinée, au temps où l'on avait du mal à remplir une salle. »

Son portable sonne. C'est Éric Ciotti, son directeur de cabinet resté à Nice. L'Azuréen Estrosi sourit : « Nicolas dépasse les 77 % à Saint-Étienne. » Il se reprend : « Demain soir on fait la fête sur la Promenade. »

18 heures. Rue d'Enghien, 20 place des Petites Écuries, le quartier général du candidat de l'UMP. Le ballet des peuples et des politiques : au début les visages sont fermés. Au fil des minutes les sourires s'élargissent. L'air sent la victoire. Johnny est acclamé. Moins que Virenque. Et



Le cri de la victoire devant le QG de campagne de Nicolas Sarkozy. Photo AFP

moins que Doc Gynéco. Roselyne Bachelot, en tailleur-pantalon vert amende dévoile un sourire à soixante-quatre dents. Balladur esquise une moue rieuse en s'appuyant sur une canne noire. On se passe les estimations au milieu des serveurs qui préparent le buffet. Les yeux rieurs font mentir les propos prudents. Éric Besson avale des cafés sucrés. André Santini a oublié son cigare. Christian Estrosi souffle : « Il nous a fait part de ses premiers mots. Ce sera un appel au rassemblement... »

17 heures. Dans le bureau du ministre délégué à l'Aménagement du territoire. Il y a, aux murs, une aquarelle représentant l'église de Saint-Étienne, une autre une rue d'Isola, et une splendide gouache de Nice au début du XIX^e. L'aigle de Nice sur une étagère, à côté de la photo colorisée d'Angelica, sa grand-mère, et de Giuseppe, son grand-père, en uniforme de l'armée italienne. La presse sur le bureau. Celle d'Outre-Mer est en bonne place : en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, le marathonnier Estrosi y a fait un tabac.

16h30. C'est Paris au printemps. Les filles ont les bras nus et des perles de sueur sur la nuque. Il y a foule. Mais la capitale est étrangement silencieuse. Sur un mur, Ségolène a les yeux crevés et Nicolas porte une petite moustache. Ils ne méritent pas ça. La voiture file d'Orly vers le ministère.

15h30. Quelque part dans le ciel de France, entre Nice et Paris, Christian Estrosi soupire : « Hier soir, j'ai appelé Nicolas pour lui dire mon affection. Dans quelques heures il ne nous appartient plus. Notre relation sera différente même si l'affection demeurera. »

Lui, savait déjà. Il n'a jamais douté. **FRANÇOIS ROSSO**



Place Gaveau : la joie, le champagne, la liesse des supporters de Nicolas Sarkozy.

Photo AFP

DISCRÈTE CÉCILIA

Cécilia, épouse de Nicolas Sarkozy, n'a fait qu'une brève apparition au côté de son mari hier en fin de soirée. Le nouveau président de la République, qui a salué et remercié sa famille dans sa première déclaration, était accompagné le matin, en se rendant au bureau de vote de Neuilly-sur-Seine, de Judith et Jeanne-Marie, les deux filles d'un premier mariage de Cécilia. Mais cette dernière n'était pas là, contrairement au premier tour, où elle avait accompagné le candidat UMP. Pas davantage de trace de Cécilia dans la voiture qui a conduit Nicolas Sarkozy du siège de campagne du candidat à la salle Gaveau où l'attendaient ses supporters.

Ses deux fils d'un premier mariage, Pierre et Jean, étaient à ce moment-là avec lui, ainsi que Jeanne-Marie et Judith. Mais ni Cécilia, ni leur petit garçon Louis. L'épouse du président de la République est enfin apparue au côté de son mari à la sortie du restaurant Fouquet's vers 23 heures, avant qu'ils ne partent ensemble place de la Concorde pour la fête UMP.

2007, 20 heures...



Nicolas Sarkozy s'est engagé hier soir, place de la Concorde, à ne « pas trahir » les électeurs, plaidant pour que la France soit « rassemblée » et ne « laisse personne sur le bord du chemin ».

Photo AFP

30 000 partisans à la Concorde

« Sarko on l'aime ! » : tel était le cri du cœur des quelque 30 000 partisans de Nicolas Sarkozy rassemblés hier soir place de la Concorde à Paris, noire de monde peu avant 23 heures. Certains avaient rejoint la Concorde dès l'annonce de la victoire du candidat de l'UMP ; les spectateurs se pressaient devant la scène installée face à l'Obélisque.

De nombreuses vedettes et chanteurs s'y sont succédé, notamment Jean-Marie Bigard, la chanteuse Tina Arena, Enrico Macias et Gilbert Montagné. Ce dernier a adapté plusieurs de ses succès pour y glisser des « Nicolas Président », déclenchant des clameurs dans la foule.

Partout des jeunes, très nombreux dans la foule, arboraient des affiches « les étudiants avec Sarkozy ». De nombreux spectateurs arboraient des drapeaux tricolores, des ballons bleus, et des affichettes

de campagne. « C'est une soirée magique », lache Alexandre Antona, 18 ans, qui a pris sa carte aux jeunes de l'UMP il y a six mois. « C'est Sarkozy comme une évidence, c'est une page de l'histoire de France qui se tourne et j'espère l'écrire avec lui », poursuit cet étudiant en économie et gestion à la prestigieuse université de Paris-Dauphine.

Sophie, 23 ans, et Martin, 22 ans, ont sabré le champagne avec un groupe d'amis pour participer à la « fête ». « C'est un beau jour, historique serait exagéré, ce n'est pas de Gaulle, c'est Mitterrand en 1981 mais c'est quand même un événement », estime Martin.

Etudiant en école de commerce, il espère que Nicolas Sarkozy « va s'ouvrir au centre droit », qu'il « restera modéré car certains de ses propos, notamment sur le déterminisme, m'ont fait peur ».



Dès l'annonce des résultats, les partisans de Nicolas Sarkozy ont laissé éclater leur joie. Les proches du nouveau Président, dont le ministre azuréen Christian Estrosi – ci-contre – se sont aussitôt rendus place de la Concorde où la fête s'est prolongée tard dans la nuit.

Photos Christian Daumerie et AFP

À CHAUD À DROITE

• François Fillon : « Un gouvernement d'ouverture »

Le conseiller politique et Premier ministre virtuel de Nicolas Sarkozy, François Fillon, a estimé que cette présidentielle allait « compter comme 1958, ou 1981 pour la gauche », appelant immédiatement au « rassemblement » des Français. Pour lui, la composition du gouvernement « incarnera l'ouverture » et devrait comprendre des centristes et des « hommes et femmes de gauche ».

• Jean-Louis Borloo : Une victoire « belle » car « sans ambiguïté »

La victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle est « belle » car « sans ambiguïté », a estimé le ministre de la Cohésion sociale. Le « peuple français a donné la confiance », il faut maintenant « passer à l'action ». Jean-Louis Borloo a précisé que Nicolas Sarkozy ne lui doit « strictement rien » pour le poste de Premier ministre.

• Alain Juppé : « Nicolas Sarkozy doit rassembler »

La première obligation de Nicolas Sarkozy est désormais de « rassembler » car il est « le président de tous les Français », a jugé l'ancien Premier ministre. Il s'est dit « convaincu que les Français auront à cœur de donner au président qu'ils viennent d'élire une majorité pour gouverner ».

• Valérie Pécresse : « Faire tout ce que nous avons dit »

Valérie Pécresse, porte-parole de l'UMP, a assuré hier que la victoire « nous oblige à faire tout ce que nous avons dit dans cette campagne ». La porte-parole de l'UMP a exprimé « beaucoup d'émotion ».

• Jean-François Copé : « Moment d'histoire »

Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement, a déclaré que cette élection était « un moment d'histoire pour la droite. (...) Ce vote, c'est la décision d'un peuple qui aspire profondément au changement et cela commande un esprit de changement. »

• Le Medef veut « contribuer avec enthousiasme »

La présidente du Medef Laurence Parisot a félicité Nicolas Sarkozy, en affirmant que le mouvement patronal voulait « contribuer avec responsabilité et enthousiasme » à la « réussite » de son mandat.



A CHAUD À GAUCHE

• **Jack Lang**, conseiller de Ségolène Royal a souhaité, « qu'il y ait une majorité de gauche à l'Assemblée », à l'issue des législatives. Il a jugé : « Qu'un seul parti, l'UMP détienne la totalité des leviers du pouvoir, ce n'est jamais une bonne chose ».

• **Jean-Marc Ayrault** a salué le « formidable courage » de Ségolène Royal qui a selon lui réussi à faire oublier le 21 avril 2002 malgré son échec. Le président du groupe PS à l'Assemblée a ajouté : « Je voudrais lui exprimer toute ma reconnaissance. Elle a apporté le plus tôt possible l'espérance et la flamme de la rénovation qu'elle a allumée et qui ne doit pas s'éteindre ».

• **Bernard Kouchner** a affirmé qu'il fallait « changer le logiciel » de la gauche, en appelant de ses vœux un « programme commun » avec le centre. S'il y a un « programme commun à développer, ce n'est pas avec l'extrême gauche et ce qui reste du PCF mais avec le centre », a estimé l'ancien ministre, en regrettant que les appels au centre aient été faits « un peu tard ».

• **Jean-Luc Mélenchon**, le sénateur socialiste a condamné l'ouverture vers le centre engagée dans l'entre-deux tours en affirmant que c'est « de la foutaise » qui fait perdre les socialistes. Il a affirmé : « A chaque fois qu'on fait ça, on perd ».

• **Olivier Besancenot** a appelé à la constitution d'un « front unitaire des forces sociales et démocratiques » pour riposter à la victoire de Sarkozy et attribué la défaite de Royal à son incapacité à faire « souffler le vent de l'espoir du changement ».

• **Marie-George Buffet**, secrétaire nationale du parti communiste français, a qualifié la victoire de Nicolas Sarkozy de « véritable catastrophe politique ». Quant à la défaite de Ségolène Royal, « après celle de 2002, elle pose à toute la gauche des questions cruciales ». « Cet échec est celui de chacune des forces qui composent la gauche, elles sont toutes placées – le PC aussi – devant leurs responsabilités pour en comprendre les raisons et reconstruire l'espoir en ouvrant une véritable perspective de changement. »

• **Dominique Voynet**, candidate des Verts, a expliqué : « La gauche est à refonder mais la gauche dans ses différentes familles, dans son diagnostic de la situation, dans sa façon de travailler ».

« Je continue le combat »



Balayée, mais déterminée à poursuivre l'aventure. Nettement battue avec près de 47 % des voix, Ségolène Royal a refusé hier soir de jeter l'éponge et s'est aussitôt posée en nouveau leader de l'opposition, prenant implicitement date pour la présidentielle de 2012 en évoquant des « victoires futures ».

« J'ai donné toutes mes forces et je continue avec vous et près de vous », a déclaré la candidate, vaincue mais souriante, devant ses partisans réunis à la Maison de l'Amérique latine à Paris. « Quelque chose s'est levé qui ne s'arrêtera pas ». Elle a clamé : « Ce que nous avons commencé ensemble, nous allons

le continuer ensemble ». Il faudra donc désormais compter avec elle, contrairement à Lionel Jospin qui avait quitté le navire au soir de sa déroute au premier tour de la présidentielle de 2002.

Rendez-vous en 2012 ?

« D'autres rendez-vous démocratiques nous attendent et je continue le combat commencé avec vous », a promis Ségolène Royal. Et de certifier : « Ce que nous avons entrepris pour la France portera ses fruits, j'en suis sûre ».

« Je compte sur vous, restons debout et tous ensemble nous allons continuer ce combat », a-t-elle ajouté

peu après depuis le balcon du siège du PS de la rue de Solferino, euphorique comme si elle l'avait emporté. Et malgré la défaite, ses partisans étaient en liesse.

Elle n'a pas indiqué si elle entendait conduire la bataille des législatives en juin. Elle n'a pas non plus dit si elle se positionnait pour la présidentielle de 2012, mais a clairement pris date. Elle a pour l'heure fait comprendre qu'elle serait le nouveau visage de l'opposition à l'UMP.

Au risque de provoquer des grincements de dents au PS, la première femme à approcher de si près l'Elysée a aussi affiché son

ambition de poursuivre la « rénovation » de la gauche en l'élargissant au-delà de ses frontières, allusion à sa main tendue à l'UDF.

« Vous pouvez compter sur moi pour approfondir la rénovation de la gauche et la recherche de nouvelles convergences au-delà de ses frontières actuelles. C'est la condition de nos victoires futures ».

Mais pas sûr que les socialistes l'entendent de cette oreille... (lire page suivante)

Quant à Ségolène Royal, elle avait confié vendredi n'avoir « aucun regret », sauf un : ne pas avoir eu « plus de débats » avec Nicolas Sarkozy.



« Merci Ségolène ! »

Après quelques instants d'abattement, plusieurs milliers de militants qui s'étaient rassemblés hier soir devant le siège parisien du Parti socialiste ont largement applaudi leur candidate, à qui ils ont adressé des remerciements, hurlant des « Merci, Ségolène ! ».

Après un cri de stupeur et quelques huées, la foule réunie devant l'écran installé rue de Solferino a repris des slogans saluant la candidate. L'apparition de l'estimation de son score a même été chaleureusement applaudie. « Merci Ségolène », ont encore répété les militants.

« Je suis vraiment fière d'elle », a lancé une jeune fille qui a accueilli l'annonce de la victoire de Nicolas Sarkozy en tirant la langue. A côté d'elle, Chadia Chaabouni a fondu en larmes dans les bras de sa voisine. « Ça fait un choc » a-t-elle réagi. « Pour moi, c'est elle qui est présidente ».

Son discours, à quelques rues de là depuis la Maison de l'Amérique latine, a été suivi dans un silence ponctué de salves d'applaudissement. Dans la foule, les visages, tendus, hésitaient entre larmes et sourire déterminé, passant parfois de l'un à l'autre en quelques instants. Quelques minutes plus tard, la foule a repris *La Marseillaise*. « Merci pour tout, Ségolène », saluait une pancarte tenue par un militant. Venu « faire mentir les sondages », François

Pollet défendait la candidate : « Je ne pense pas que ça soit un échec pour Ségolène Royal », analysait-il.

« C'était une campagne formidable », assurait aussi l'ancien Premier ministre Pierre Mauroy, venu analyser la défaite avec les autres responsables du PS.

« La mobilisation n'a pas été assez importante », se désolait Alexandre Amaral, monteur à la télévision, venu rue de Solferino « pour être dans l'ambiance ». Maintenant, « ça va être chaud... » « Sarko nous fait peur », ajoutait Jacques Birgi, militant socialiste de toujours. Il ajoute : « J'avais espéré 51 % - 49 % ». « Pour nous, c'est pas bon. Il y a les législatives derrière, j'ai peur qu'on prenne une nouvelle raclée ».

« J'ai peur. J'ai peur que ça brûle dans les banlieues, qu'il y ait la révolte », soupirait Lola. « La victoire de Sarkozy, c'est une victoire sur un malentendu », tranchait Christophe Gaudin. « Sarkozy, c'est qu'un tricheur qui se camoufle. En aucun cas, il va nous aider », renchéissait Nadia Dekali, 24 ans, militante du Mouvement des jeunes socialistes, vêtue d'un T-shirt rouge.



DSK déjà à l'assaut du PS

Objectif "législatives" : le discours de "perdante" de Ségolène Royal aura été presque entièrement tourné vers ces prochaines échéances, voire de plus lointaines. Et la candidate malheureuse n'entend apparemment pas laisser la main sur le PS, comme elle l'a martelé hier soir.

Mais pas sûr, toutefois, que les socialistes l'entendent de cette oreille. Car sur sa route, il semble bien qu'elle trouvera Dominique Strauss-Kahn, qui s'est lui aussi positionné dès hier soir en se disant « disponible » pour mettre en œuvre la « rénovation sociale-démocrate » au PS. Très sévère, il a déploré « une très grave défaite ».

L'ex-ministre de l'Economie, à peine les résultats annoncés, se posait donc déjà en alternative. Il a analysé : « Parce que la gauche française n'a toujours pas fait sa rénovation, depuis cinq ans nous sommes pas renouvelés ». Et de conclure : « La rénovation social-démocrate que j'ai initiée ne l'a pas encore emporté dans le Parti socialiste. Il faut maintenant mettre en œuvre ce renouvellement. C'est la condition de l'espoir et moi je suis disponible pour cela ».

Gueule de bois

Les socialistes ont la gueule de bois. Alors à qui la faute ? Des divisions du PS aux choix stratégiques contestés de Ségolène Royal, les socialistes cherchaient hier soir à comprendre les raisons d'une défaite à une élection que beaucoup jugeaient « imperdable ». Entre tristesse et colère, la tentation était donc grande d'instruire le procès de la candidate.

Dans le collimateur, la campagne solitaire de Ségolène Royal. Au nom de sa « liberté », elle n'a guère ménagé son parti, le prenant souvent à revers comme sur la VI^e République, le drapeau tricolore ou la main tendue à l'UDF, véritable rupture avec les fondamentaux du PS. L'ouverture au centre « ne nous a pas permis de gagner la moindre voix à droite et on en a perdu à gauche », analyse un élu du PS, anonymement.

Autre écueil selon certains, un « mauvais tempo » avec du temps « perdu » en janvier avec les débats participatifs, alors que Nicolas Sarkozy alignait au même moment ses propositions. A quoi s'ajoute l'impression d'une « improvisation » permanente – sur le « contrat première chance » par exemple – face à la campagne « pro » de l'UMP.

Le PS n'a jamais non plus vraiment pensé les plaies de sa primaire. « Elle n'a pas su ras-



sembler les siens », récoltant l'image d'une franc tireuse solitaire, déplore un ténor du PS. Après son investiture le 16 novembre, elle avait tardé à rappeler Laurent Fabius mais aussi Dominique Strauss-Kahn et ne les a associés qu'à minima à sa campagne, malgré leurs offres de service répétées. Il est vrai, toutefois, qu'ils n'avaient pas montré un grand enthousiasme à se « bousculer » au portillon du 282 B^e St-Germain. Ce n'est que le 23 février qu'elle avait intégré à reculons les « éléphants » à son équipe, dont Lionel Jospin.

Un manque de soutien à la « franc tireuse solitaire »

Pour d'autres encore, Ségolène Royal n'a pas levé le doute persistant sur sa compétence, principale hypothèque sur sa campagne, accentuée par une série d'approximations en début d'année sur les questions diplomatiques comme la justice commerciale chinoise, l'indépendance du Québec ou le nombre de sous-marins nucléaires en possession de l'armée française. Enfin, le PS a collectivement échoué à présenter Nicolas Sarkozy comme le candidat du « bilan » des cinq dernières années et non de la « rupture ». Ce n'est qu'en toute fin de campagne que Ségolène Royal a nettement durci le ton contre son rival UMP, au point de prendre le risque d'apparaître agressive lors de leur duel télévisé au nom d'une « saine colère ».

Les partisans de Ségolène Royal pointaient, eux, un manque de soutien de la part du PS. Le 11 mars, la candidate avait accusé les « éléphants » de ne pas avoir « suffisamment fait bloc » autour d'elle dans la « première phase » de campagne. D'aucuns s'agaçaient aussi des initiatives du Premier secrétaire du PS François Hollande, qui a embarrassé sa compagne en proposant de relever les impôts au-delà de 4000 euros ou d'instituer une CSG-retraite.

La candidate elle-même regrettait une primaire qui l'a abîmée, en donnant à la droite des munitions pour intenter son procès en incompétence. Hier soir elle révélait même : « Il y a un réseau de gens qui n'ont jamais accepté ma désignation ». Et de se remémorer les « coups » reçus. « J'aurais tout eu », soupirait-elle. Elle a même pensé un temps à une formule pour dénoncer la « trahison » d'Eric Besson et son ralliement à Nicolas Sarkozy : « Ce n'est pas parce que vous avez Judas à votre table que vous pouvez vous prendre pour le Messie ».

(Photos AFP)

DU CÔTÉ DE CHEZ BAYROU

Il veut incarner « le contre-pouvoir » de Sarkozy

François Bayrou se lancera dès cette semaine dans la bataille des législatives avec un nouveau parti, le « Mouvement démocrate », dont il veut faire un « contre-pouvoir » au nouveau président de la République, Nicolas Sarkozy. Avec ce Mouvement démocrate, qui sera lancé jeudi lors d'un conseil national de l'UDF à Paris, le leader centriste veut essayer de faire fructifier son score de 18,57 % au premier tour de la présidentielle, et relever le défi de la rupture de l'alliance traditionnelle du centre avec la droite.

« La première loi de la démocratie, c'est que tout pouvoir doit avoir son contre-pouvoir », a

déclaré Bayrou hier soir, dans une déclaration au siège de l'UDF.

« Je ne ménagerai aucun effort pour faire naître les contre-pouvoirs libres, indépendants, constructifs dont la France a besoin », a-t-il ajouté. « Il faut équilibrer le pouvoir. C'est cela l'enjeu des élections législatives ».

Bayrou, qui était entouré de seulement quelques militants et d'une petite dizaine de parlementaires UDF, dont un seul député, Gilles Artigues, a cependant souligné qu'il ne voulait pas s'installer dans une opposition systématique.

« Chaque fois que le président de la République

et son gouvernement proposeront quelque chose de bien, quelque chose qui va dans le bon sens, nous les soutiendrons. Dans ces circonstances, nous voterons oui et nous nous engagerons », a-t-il dit. « Mais nous serons vigilants. Chaque fois que nous percevons un risque, nous le dirons, de la même manière, et nous exercerons ainsi un devoir d'alerte », a-t-il ajouté. Réaffirmant qu'il fallait « sortir de la logique du camp contre camp », il a présenté son nouveau parti comme un instrument pour « renouveler la politique, ses mœurs et ses pratiques, la reconstruire et la rénover ».

(Photo AFP)

40-40 chez les bayrouistes

Les électeurs du candidat centriste ont voté à 40 % pour Sarkozy et à 40 % pour Royal et 20 % se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul, selon un sondage TNS-Sofres/Unilog effectué pour TF1.

Les électeurs de Jean-Marie Le Pen ont quant à eux voté à 66 % pour Sarkozy, à 15 % pour la candidate socialiste, 19 % d'entre eux s'abstenant ou votant blanc ou nul. Le leader du FN qui a simplement appelé hier ses électeurs à se mobiliser pour les législatives.

